

1247

Madame Oumoul Khayri Niang MBODJ
Anthropologue
8876 Sacre Coeur III
Tel 8271827/5688704

Dakar le 27/ 04/ 2005-04-28

A
Madame le Ministre du Développement Social et de la Solidarité Nationale

Objet : Rapport Commission Domaine Socio – Culturel/SNEEG

Madame le Ministre,

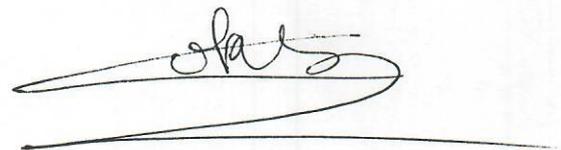
Me référant à la Stratégie Nationale pour l'Egalité et l'Equité de Genre (SNEEG), j'ai eu l'honneur de faciliter le travail de la commission sus mentionnée en objet.

Au terme du travail accompli par la commission et dont les résultats sont partie intégrante du document de la SNEEG, je voudrais vous transmettre le rapport de travail.

En vous remerciant pour votre confiance, je vous réitère ma disponibilité à collaborer avec votre département.

Veillez agréer, Madame le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Oumoul K. N. MBodj



Madame Oumoul Khayri Niang MBODJ
Socio-Anthropologue
8876 Sacre Coeur III
Tel 8271827/5688704

Dakar le 27/ 04/ 2005

A

Madame Aminata N'Diaye Diouf
Conseillère Technique

Objet : Rapport Commission Domaine Socio – Culturel/SNEEG

Madame la Conseillère,

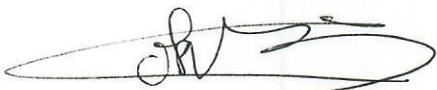
Me référant à la Stratégie Nationale pour l'Égalité et l'Équité de Genre (SNEEG), j'ai eu l'honneur de faciliter le travail de la commission sus mentionnée en objet.

Au terme du travail accompli par la commission et dont les résultats sont partie intégrante du document de la SNEEG, je voudrais vous transmettre le rapport de travail.

Je vous remercie pour votre confiance et vous réitère ma disponibilité à collaborer avec votre département.

Veuillez agréer, Madame la Conseillère, l'expression de ma haute considération.

Oumoul K. N. MBODJ



**STRATEGIE NATIONALE POUR
L'EGALITE ET L'EQUITE DE GENRE**

**RAPPORT DE TRAVAIL DE LA COMMISSION
DOMAINE SOCIO-CULTUREL**

*Rapport établi : Par Madame Oumoul Khayri Niang MBodj
Personne ressource*

Avril 2005

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
1- INTRODUCTION	3
2- METHODOLOGIE.....	3
2-1 TERMES DE REFERENCE DE LA COMMISSION	3
2-2 DEMARCHE ET TACHES EFFECTUEES PAR LA PERSONNE-RESSOURCE	4
3- PERSONNES IMPLIQUEES DANS LA COMMISSION	5
4- DEROULEMENT ET ORGANISATION DES ACTIVITES DE LA COMMISSION	5
4-1 CALENDRIER.....	5
4-2 REGLES DE TRAVAIL	6
4-3 EQUIPE D'ANIMATION.....	6
4-4 STRUCTURE D'APPUI.....	6
5- SYNTHESE DES RESULTATS	7
5-1 CARACTERISTIQUES DE L'EQUITE ET DE L'EGALITE DE GENRE.....	7
5-2 ATOUTS ET GERMES DE CHANGEMENT AU PLAN SOCIAL ET CULTUREL	8
5-3 LEÇONS APPRISES	8
5-4 DEFIS	8
ANNEXES	10
ANNEXE 1 : DOCUMENT D'ANALYSE DE LA SITUATION ACTUELLE DE L'EQUITE ET DE L'EGALITE DE GENRE AU SENEGAL	10
ANNEXES 2 MATRICES REALISEES.....	26
ANNEXES 3 PARTICIPANTS AUX TRAVAUX DE LA COMMISSION	43

1- INTRODUCTION

Le Ministère de la Famille et du Développement Social, mécanisme institutionnel en charge des questions de disparités et d'inégalité de genre entre les hommes et les femmes et entre d'autres acteurs, se situe à une étape marquante du développement de ses approches.

De 1975 à aujourd'hui, différentes stratégies de promotion des femmes se sont succédées. Celles-ci ont visé la « visibilité » du rôle économique, social, culturel et politique des femmes, la sensibilisation sociale sur les facteurs négatifs de l'exclusion des femmes. Elles ont mis l'accent sur la promotion économique des femmes, l'amélioration de leur niveau de scolarisation, de formation et d'alphabétisation, de leur santé reproductive et sexuelle, de l'amélioration de leur statut juridique et de leur pouvoir de décision.

Ces stratégies ont également promu de multiples actions telles que le renforcement des mécanismes de pouvoir et de financement des femmes. L'ensemble des actions initiées (sensibilisation et formation d'acteurs du public, de la société civile, des collectivités locales, aux niveaux politique, stratégique et technique, opérationnel et communautaire, etc.) constitue à l'heure actuelle, une base structurante pour la concrétisation du leadership féminin dans l'orientation du développement, au même titre que celui des hommes.

C'est dans un tel contexte que se situe l'initiative du Ministère de la Famille et du Développement Social à concevoir la « Stratégie Nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre (SNEEG) » au Sénégal.

La Commission Domaine Socio-culturel a été partie prenante active de tout le processus d'élaboration de la SNEEG

Le présent rapport retrace les démarches et les résultats du travail de la commission Domaine socio-culturel, partie prenante de la Stratégie Nationale pour l'Égalité et l'Égalité de Genre (SNEEG).

2- METHODOLOGIE

2-1 Termes de référence de la commission

La commission **Domaine Socio-culturel** a eu pour objet d'établir le diagnostic du domaine social et culturel, par le biais :

- De recherches documentaires et statistiques
- De séances participatives de réflexion et d'analyse des facteurs contextuels :
 - Caractéristiques de l'équité et de l'égalité genre au Sénégal
 - acquis et avancées en 2004
 - leçons tirées des stratégies et réponses mises en œuvre au niveau national
 - contraintes persistantes
- Des séances de formulation du Cadre **stratégique d'intervention** :
 - Enjeux de l'équité et de l'égalité de genre au Sénégal
 - Orientations stratégiques et résultats attendus

- Objectifs globaux et stratégies d'intervention
- Matrice logique de la stratégie

Les résultats des analyses et les éléments de planification produits par le groupe, devaient ensuite faire l'objet d'une systématisation, servir de base pour l'élaboration du plan stratégique incluant le budget, les indicateurs de suivi, les résultats attendus.

Les dossiers ainsi élaborés devaient être remis à la consultante chargée de la coordination de l'élaboration de la SNEEG pour finalisation et harmonisation avec les produits des travaux des autres commissions.

2-2 Démarche et tâches effectuées par la personne-ressource

La tâche de la personne ressource dans cette commission a consisté à faciliter la dynamique de groupe afin de permettre les discussions et échanges approfondis à partir des outils conçus dans le cadre de la démarche globale adoptée par les différents groupes de travail.

Les trois grandes thématiques étudiées par la commission, ont été le socio-culturel, l'éducation, la santé.

La démarche d'animation utilisée pour stimuler la dynamique de groupe a reposé sur la position de la thématique en tant que problématique, le brainstorming et les synthèses.

Les participants ont eu ainsi la possibilité de s'exprimer, d'approfondir les idées et au fur et à mesure des consensus, les matrices étaient remplies sur des flip chart ou directement à l'ordinateur muni d'un rétroprojecteur. La dynamique d'échanges et de partage visuel des idées, a permis d'avancer dans les systématisations.

La personne ressource a disposé de suffisamment d'éléments et a régulièrement finalisé le remplissage des matrices pour les soumettre au groupe.

Les différentes rencontres ont permis d'analyser les caractéristiques de l'équité et de l'égalité de genre au Sénégal en ressortant :

- les facteurs situationnels,
- les acquis et avancées en 2004
- les leçons tirées des stratégies et réponses mises en œuvre au niveau national
- les contraintes persistantes

Ces rencontres ont également servi à la formulation :

- des enjeux
- des stratégies et résultats attendus
- des actions souhaitées.

Les résultats des travaux de la commission ont ensuite constitué une base utilisée par la personne ressource pour élaborer le cadre stratégique d'intervention et le budget. Ils ont également servi à la rédaction du document d'analyse de l'égalité et de l'équité dans le domaine socio-économique.

3- PERSONNES IMPLIQUEES DANS LA COMMISSION

1. Madame Fatoumata BA : DIRECTION DE LA FAMILLE (DF)
2. Madame Astou Cissé DIAGNE : CENTRE GUINDI
3. Madame Brigitte B. N'Dour DIATTA : MINISTERE DE L'ALPHABETISATION
4. Madame Khady Cissé DIENG COSEPRAT (Comité de Lute contre les Pratiques Traditionnelles Néfastes à la Santé des femmes et des filles)
5. Madame Awa Fall DIOP : OBSERVATOIRE DES RELATIONS DE GENRE AU SENEGAL (ORGENS)
6. Madame Seynabou Seck FALL : DIRECTION DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE (MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE)
7. Madame Madame Fatou GUEYE : ASSOCIATION POUR L'EDUCATION A LA VIE FAMILIALE (AEVF)
8. Monsieur Mamadou MANE : ASSOCIATION NATIONALE POUR L'ALPHABETISATION ET LA FORMATION DES ADULTES (ANAF)
9. Madame Oumoul Khayri Niang M'BODJ
10. Madame Oumou LAM : ANAF
11. Monsieur Mamadou NDOYE : DF
12. Madame Oumy SECK N'DOYE : INEADE
13. Madame Marianne N'Diaye SIDIBE : COSEPRAT
14. Madame Safiètou N'GOM : SERVICE DEPARTEMENTAL DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (SDDC) Dakar
15. Madame N'Dèye Astou SYLLA : DF
16. Madame Florence Coly TAVAREZ De Souza : FEDERATION DES ASSOCIATIONS FEMININES (FAFS)
17. Madame Khare Touré SY : MINISTERE DES SPORTS.

4- DEROULEMENT ET ORGANISATION DES ACTIVITES DE LA COMMISSION

4-1 Calendrier

- Le 11 novembre de 10h à 14h 30 :
- Définition des règles de fonctionnement et de travail,
- Analyse genre au niveau des sous secteurs social et culturel et remplissage des matrices
- Le 19 novembre de 10h à 17h 30:
 - Analyse genre au niveau des sous secteurs social et culturel (suite)
- Le 25 novembre de 10h à 14 h :
 - Analyse des Atouts, potentialités et leçons apprises
- Le 29 novembre de 10h à 15:
 - Actions et stratégies
- Le 7 décembre de 10-17h :
 - Actions et stratégies (suite) et Résultats et indicateurs
- Le 8 décembre de 10h à 14h :
 - Résultats et indicateurs (suite)
- Le 12 avril de 10h à 13h et
- Le 14 avril de 15h à 18h
 - Amendements sur le document de la SNEEG
- Les 15 et 16 Avril Atelier de validation de la SNEEG.

4-2 Règles de travail

Les rencontres étaient convoquées par la représentante de ANAFA et pour chaque rencontre, le groupe s'était accordé sur le respect des horaires et l'assiduité, l'éteinte des téléphones portables, l'écoute attentive, l'égalité de la valeur des contributions, la synthèse des discussions mettant en exergue les consensus.

4-3 Equipe d'animation

Les séances animées par la facilitatrice qui orientait les discussions et procédait aux synthèses. Une modératrice (Madame Tavarez) gérait le temps de parole et la rapporteure (Madame Diatta) assurait le compte rendu du déroulement.

La consultante coordinatrice de l'Etude (Madame Astou Diop Diagne, a assisté à quelques rencontres de la commission.

4-4 Structure d'appui

L'ANAFA a coordonné les activités de la commission et apporté un appui technique et logistique. Son apport a porté précisément sur les tâches suivantes :

- convocations par téléphone pour les rencontres
- photocopie de documents
- mise à disposition de salle de rencontre
- fourniture de tableaux et papiers Padex
- location de retro-projecteur
- eau et restauration
- collecte de documents de l'atelier de validation (au Ministère)
- distribution de documents (déplacements vers les bureaux des membres).

4-5 Apports des membres

Les différents membres du groupe ont activement participé à la réflexion et à l'analyse du domaine social et économique. Ils ont donné leurs idées, soutenu l'élaboration des matrices, amendé les produits finaux. Leurs contributions ont permis la réalisation de la SNEEG au plan socio-culturel.

Les autres membres de la commission ont été d'un apport très pointu sur le VIH Sida et sur la santé (Madame Marianne N'Diaye Sidibé et Madame Madame Fatou Guèye), sur le genre (Madame Awa Fall Diop, Madame Khady Cissé DIENG), sur l'analyse situationnelle (Monsieur Mamadou NDOYE, Madame Florence Coly TAVAREZ De Souza), sur les stratégies (Madame Safiétou N'Gom, Madame N'Dèye Astou Sylla) sur les actions (Madame Oumou LAM, Monsieur Mamadou MANE, Madame Fatoumata BA).

Certains des membres, en plus des contributions scientifiques directes, ont produit des documents d'analyse et des statistiques ou apporté une documentation. Précisément, des contributions ont été données dans les secteurs de l'éducation (par Oumy N'Doye Seck et Madame Seynabou Seck FALL), sur l'alphabétisation (par Madame Brigitte B. N'D. DIATTA), sur le Développement économique et social (Madame Astou Cissé DIAGNE et N'Dèye Astou Sylla), sur le Sport (Madame Khare Touré SY).

5- SYNTHÈSE DES RESULTATS

5-1 Caractéristiques de l'équité et de l'égalité de genre

Les ethnies au Sénégal, malgré la diversité de leurs croyances et pratiques, partagent la spécificité de la différenciation des rôles masculin et féminin et de la sanction inégale des statuts conférés aux hommes et aux femmes.

La différenciation des rôles sociaux des hommes et des femmes et la vision de l'inégalité sociale entre ces catégories, structurent les relations hommes/ femmes à tous les niveaux et dans tous les processus de la vie communautaire et sociale. Elle structure la division sexuelle du travail, la répartition des tâches des hommes et des femmes. Les femmes s'occupent des travaux les plus pénibles et fastidieux, nécessitant attention et soins méticuleux.

L'inégalité entre les rôles des hommes et les rôles des femmes implique des disparités au niveau social.

Ainsi la scolarisation des filles qui a connu des succès encourageants depuis 1996 avec l'augmentation de l'offre (3051 écoles en 1995-1996 à 5405 en 2001-2002) et la sensibilisation pour la scolarisation des filles, restent encore marquée des taux d'abandon et de redoublement supérieurs chez les filles que chez les garçons.

Les femmes alphabètes constituent 28,2% et les hommes 49,1% et l'analphabétisme élevé chez les femmes.

Sur le plan de la santé, la mortalité maternelle très élevée s'explique entre autres, par des facteurs sociaux et culturels qui persistent dans un contexte pourtant dominé par des idéaux de modernité et de démocratie.

Le statut social de la femme favorise la vulnérabilité des femmes et des adolescentes aux IST/SIDA.

La faible prise en compte des besoins spécifiques en SR des femmes, des hommes et des jeunes dans les politiques et programmes de santé, aggrave la vulnérabilité sociale des femmes et des filles.

5-2 Atouts et germes de changement au plan social et culturel

En dépit du statut inférieur des femmes il existe une plus grande acceptation des atouts des femmes et de la valeur de leur contribution égale à celui des hommes dans les domaines clé.

5-3 Leçons apprises

Au niveau familial et communautaire les relations entre les hommes et les femmes ont évolué singulièrement sous la poussée de la précarité des ressources, des conditions défavorables pour la mise en œuvre des responsabilités familiales.

Les femmes étant au cœur des mécanismes et palliatifs familiaux et sociaux de réponse à la crise économique, développent corrélativement de nouvelles attitudes constituant autant de leviers potentiels de changement.

.Au niveau de l'éducation

L'éducation des femmes et des filles de la même manière que celle des hommes et des garçons est certainement une condition sine qua non pour un développement durable. Seule l'existence d'une masse critique de filles et garçons instruits pourra engendrer de la part des hommes et des femmes l'ouverture et la conscience responsables et citoyennes d'une auto promotion sociale et culturelle ainsi que les bases d'une meilleure communication avec l'extérieur.

La discrimination positive en faveur des filles ne doit donc nullement être appliquée au détriment des garçons.

Au niveau de la santé

La baisse de la morbidité et de la mortalité maternelle dépend fortement du rapprochement des structures sanitaires, de l'accessibilité liée aux coûts des prestations et des médicaments, mais aussi d'une communication sociale efficace.

Le développement d'une conscience collective de refus des violences (excision, sévices corporels, etc.) à l'endroit des femmes et des enfants, s'impose de plus en plus et intègre le référentiel social.

5-4 Défis

La construction de valeurs sociales et culturelles qui remet en question les comportements et pratiques à risques chez les hommes et chez les femmes, notamment en matière de sexualité ;

L'allègement du poids physique et psychologique de la pauvreté des ménages sur la vie et les perspectives des femmes.

La prise en charge de la Santé de la Reproduction son une optique où le contrôle social intègre des principes et normes à l'avantage des besoins pratiques et des intérêts stratégiques des hommes et des femmes.

L'utilisation effective du référentiel culturel (religion, coutumes), fait de valeurs de chasteté, d'abstinence, d'hygiène et de pureté, comme source d'éducation et de protection des filles contre la montée des IST invalidantes et du VIH-SIDA.

La prise en compte effective, dans toute stratégie et programme de développement, de l'inégalité dans la répartition des rôles et des responsabilités entre l'homme et la femme au sein de la famille et dans la communauté.

ANNEXES

ANNEXE 1 : DOCUMENT D'ANALYSE DE LA SITUATION ACTUELLE DE L'EQUITE ET DE L'EGALITE DE GENRE AU SENEGAL

DOMAINE SOCIAL ET CULTUREL

I-Problématique

L'analyse de la situation de l'équité et de l'égalité de genre dans le domaine social et culturel, pose globalement la question des relations sociales entre les hommes et les femmes. Socialisé(e)s dès la naissance, l'homme et la femme agissent en conformité avec les structures, systèmes et normes socialement établis. Ils adoptent les rôles et comportements sociaux que la société détermine et attend d'eux en tant qu'acteur social masculin et acteur social féminin.

La différenciation des acteurs/trices sociaux/les et des rôles, basée sur le sexe est un pivot transversal auquel s'articulent différents autres paramètres de distinction sociale (âge, ethnie, etc..). C'est pourquoi l'analyse des questions d'égalité et d'équité sur le plan social, place les hommes/vs femmes au cœur de la problématique et met l'accent sur les disparités marquantes de leurs situations et relations.

L'analyse appropriée de cette situation de l'équité et de l'égalité de genre sur le plan social et culturel implique fondamentalement l'analyse des réalités dans lesquelles vivent les hommes et les femmes ainsi que les possibilités institutionnelles, les stimulants ou entraves à leur accès aux opportunités et à leur pouvoir d'exercer de l'influence. Dans le même sens, la planification d'un cadre stratégique pour l'équité et l'égalité de genre dans ce domaine, prendra en compte les facteurs ou déterminants cruciaux de changements ainsi que les rôles et possibilités des agents de changement que sont les hommes et les femmes, mus dans leur action par des buts, des intérêts, des valeurs, des idéologies ayant un impact sur le devenir de leur société.

I-Contexte

Les femmes constituent 52% de la population, 58% d'entre elles ont moins de 20 ans, elles représentent 18% des chefs de ménages.

Ce profil démographique illustre à la fois leur importance numérique, leur jeunesse ainsi qu'une facette de leur responsabilité sociale. Il traduit bien le poids potentiel des femmes en tant que ressources humaines dans les réalités courantes et dans les perspectives de leurs communautés. Ce potentiel ne saurait toutefois être activé et devenir partie prenante décisive dans les choix des communautés, que si les femmes, au même titre que les hommes, ont la possibilité de développer pleinement toutes leurs capacités, d'influencer les processus et d'y intégrer leurs préoccupations et expériences. Elles ont besoin de voir se réaliser leurs besoins pratiques et pouvoir concrétiser leurs préoccupations d'ordre stratégique.

Le contexte d'ensemble est pour l'heure encore loin de permettre la satisfaction des besoins pratiques et la réalisation des intérêts stratégiques. La précarité des conditions de vie, les

discriminations dans l'accès et dans le contrôle des ressources, etc., marquent les réalités dans les zones urbaines et rurales et affectent particulièrement les femmes.

Le diagnostic de la situation sociale au cours de ces dernières années, situe les femmes en tête des groupes vulnérables, à la fois en tant que catégorie à part entière et en tant que sous groupe des autres ensembles les plus vulnérables (enfants, handicapés, personnes du 3e âge, producteurs sans moyens, travailleurs ayant perdu leur emploi, chômeurs de longue durée, jeunes primo demandeurs d'emploi - cf. UNICEF, 2002).

Elles sont ainsi particulièrement affectées par la pauvreté qui touche 30% des ménages vivant en dessous du seuil de la pauvreté ; avec une plus grande prépondérance dans le milieu rural où vit plus de 60% de la population dont les 52% sont des femmes. La pauvreté s'est aggravée, entre 1991 et 1995 ; le taux de prévalence est passé de 30% à 58%, pour les ménages et de 33% à 65% pour les individus (Direction de la Prévision et de la Statistique, août 2000). La dégradation des conditions de vie des populations et l'aggravation des problèmes sociaux qui en découle, implique la détérioration de l'environnement social. L'accès aux services sociaux qui est déjà une gageure de façon globale, est problématique pour les femmes. Pourtant, du fait des difficultés que connaissent les familles, les femmes voient leur rôle social prendre de nouvelles formes et s'élargir à davantage de responsabilités sans que leur statut de dépendantes familiales soit remis en question.

11 Situation au niveau familial

La société sénégalaise se compose de différentes ethnies (wolofs, Hal-Pulars, Sérères, Diolas, Mandings, etc.) qui en dehors de quelques exceptions (Diola par exemple) se caractérisent traditionnellement par une forte hiérarchie sociale introduisant des clivages entre d'une part les « nobles et autres catégories supérieures ; d'autre part les personnes de « castes inférieures ».

Les valeurs socialement acquises sont véhiculées en leur sein à travers une socialisation dont les contenus et canaux d'inculcation (rites et cérémonies, interdits, pratiques comportementales, contes, adages et proverbes, etc.) se transmettent entre les générations». La famille est pour ces ethnies, l'institution de base à partir de laquelle s'organise principalement la vie sociale et culturelle. Malgré la diversité de leurs croyances et pratiques, les ethnies partagent la spécificité de la différenciation des rôles masculin et féminin et de la sanction inégale des statuts conférés aux hommes et aux femmes.

Les différentes cultures confèrent à l'homme et à la femme un traitement différent et une considération sociale inégale. Ces ethnies édifient les relations familiales entre les hommes et les femmes, à partir d'une inégalité fondamentale entre l'homme chef de famille et la femme mère et épouse. Ces statuts de base fondent les relations de pouvoir et d'autorité au sein de la famille, entre conjoints, entre parents et enfants, entre aînés et cadets.

Dans ces systèmes sociaux dotés surtout d'une organisation de type patriarcal, la vie des ménages s'érige selon une culture valorisée de subordination des femmes et de domination de l'homme. Traditionnellement l'homme qui incarne l'autorité au sein du ménage, instaure le climat d'ensemble et les règles, assure le contrôle et la gestion des biens familiaux, prend les décisions capitales, assure la fourniture des moyens de subsistance aux membres du ménage. La femme, mère et épouse a la charge sociale du fonctionnement de la vie domestique, elle réalise les travaux ménagers, prend soin des enfants, supporte la reproduction sociale de la main d'œuvre (agricole salariée, etc.). Il lui revient par ailleurs, le rôle de soutenir l'homme

dans sa mission sociale au niveau de la famille, en prenant en charge tout ce qui concourt à organiser les conditions favorables à l'accomplissement de cette mission et aussi, dans les conditions d'incapacité (absence, maladie), en se substituant à l'homme dans la réalisation pratique de ses prérogatives.

La différenciation des rôles sociaux des hommes et des femmes et la vision de l'inégalité sociale entre ces catégories, structurent leurs relations à tous les niveaux et dans tous les processus de la vie communautaire et sociale. Pour les communautés, la famille étant, l'élément le plus important, la maternité est au centre de la vie familiale et communautaire. La fécondité est valorisée par les cultures ; la femme est sensée « donner des enfants au mari » à défaut, elle subit le rejet social. La procréation étant une référence centrale, implique une pression familiale et communautaire sur la femme qui porte et entretient les enfants. Le culte d'une fécondité élevée justifie la précocité du mariage, la prédominance de la polygamie.

Le rôle d'autorité de l'homme et de subordination de la femme, est traduit à travers les différentes institutions. Dans le mariage, acte social fondamental, l'homme détient le privilège du rôle actif, il exerce un contrôle sur la fécondité du couple. Dans les processus éducationnels familiaux et communautaires, il jouit d'un traitement spécial avec une plus grande permissivité et de responsabilisation ; contrairement aux femmes qui sont limitées et contrôlées dans leurs ouvertures et initiatives. La femme lui doit respect et obéissance, voire pour certaines cultures (mandingues) un témoignage quotidien de gratitude. La violence alors inscrite dans cette relation comme sanction de toute désobéissance, est une pratique courante que l'homme utilise pour imposer à la femme le respect et la soumission.

La différenciation des rôles et statuts masculin et féminin traduits à travers la division sexuelle du travail qui répartit les tâches des hommes et des femmes et fonctionne selon la vision d'une émanation des tâches masculines/féminines des rôles sexuels ou biologiques (maternité pour la femme, procréation pour l'homme par exemple). Inscrite dans le cadre des activités de production, de reproduction et au niveau communautaire, cette différenciation permet d'assigner aux hommes les travaux structurants et aux femmes les activités de maintien et de soins. Les hommes effectuent dans l'agriculture, la pêche, etc. les travaux lourds et assument des rôles de gestion dans les affaires publiques. Les femmes s'occupent des travaux les plus prenants et fastidieux, nécessitant attention et soins méticuleux. Elles organisent les activités communautaires (cérémonies familiales par exemple) qui incluent généralement des moments d'initiation ou de préparation de la jeune fille à son rôle d'épouse et de mère.

Dans le cadre de l'exécution de leurs rôles et responsabilités, les hommes et les femmes ont besoin des moyens et au-delà des besoins pratiques et immédiats, éprouvent ou ambitionnent une meilleure position et des capacités allant au-delà de ce qu'ils savent déjà. Mais c'est seulement en fonction des rôles qu'ils jouent, qu'ils utilisent et contrôlent les ressources de base, accèdent aux bénéfices et services sociaux tels que l'éducation, la formation, la santé, etc. Ce sont les hommes qui décident de la répartition du patrimoine foncier familial et en planifient l'utilisation.

Les rôles sociaux sont traduits à travers des stéréotypes qui en font les portraits imagés facilement intériorisés comme étant dévolus aux hommes et aux femmes en fonction de capacités féminines/masculines « normales » et « naturelles ». Ces stéréotypes renvoient selon les contextes, une image dévalorisante de la femme et dans certains cas, une image

d'acceptation ou de rattrapage social, venant moduler la première. Les stéréotypes, richesse culturelle fièrement affichée sont souvent confondus à dessein ou inconsciemment avec les sources religieuses. Ils gardent une force et un poids moral et psychologique à travers les générations.

Globalement, l'inégalité sociale dans les rôles des hommes et des femmes implique des disparités au niveau social. Les hommes et les femmes n'ont pas les mêmes possibilités. La société en les préparant différemment leur a donné des capacités différentes et de plus, en conférant aux hommes un pouvoir et une autorité structurants, a généré une certaine masculinité qui oriente les dimensions de la vie sociale et culturelle. Elle a également certes conçu des leviers de rééquilibrage, mais ceux-la restent secondaires et positionnés en tant que palliatifs à des situations d'exception. Ils illustrent bien toutefois que les rôles de genre, loin d'être figés et intrinsèques au sexe, dépendent des choix et mécanismes sociaux.

1.2 Situation au niveau de l'éducation

L'enjeu recherché à travers l'éducation est à la fois de valoriser le potentiel de l'individu et de créer les ressources humaines de qualité indispensables au développement social et humain. Dans les différents niveaux du secteur de l'éducation (petite enfance et éducation préscolaire ; enseignements élémentaire, moyen, secondaire générale et supérieur ; enseignement technique, formation professionnelle, alphabétisation et promotion des langues nationales), le Sénégal oeuvre dans l'esprit de l'Education Pour Tous (EPT).

Le Programme Décennal de l'Education et de la Formation (PDEF) mis en place depuis 1998 par le gouvernement en collaboration avec les partenaires au développement, a ciblé les couches les plus démunies qui par ailleurs sont les plus touchées par le non accès à l'enseignement scolaire et par l'alphabétisation. La matérialisation de ses objectifs majeurs (scolarisation de tous les enfants en âge d'aller à l'école à l'horizon 2010 et amélioration des performances du système éducatif) a accordé la priorité à l'enseignement élémentaire comme pivot et levier pour atteindre l'objectif visé de scolarisation universelle. Selon une approche tridimensionnelle basée sur l'accès, la qualité, la gestion il a cherché à promouvoir l'adéquation des programmes d'enseignement aux valeurs de la société sénégalaise et la participation de ces programmes à la résolution des problèmes de développement. Les axes d'opérationnalisation de cette optique ont visé la démocratisation de l'éducation préscolaire, l'accès et la rétention des filles à tous les niveaux d'enseignement, l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de la recherche universitaire.

Différents programmes (PDRH 2, projet de construction des cinq lycées au niveau de l'enseignement moyen et secondaire général, projet d'amélioration de l'enseignement supérieur (LPAES), projet de développement de l'université Gaston Berger, projet de renforcement du PDRH, Projet d'Amélioration de l'Enseignement Supérieur (PAES), grâce à la construction de salles de classe (environ 2020 par an dans l'élémentaire), au recrutement d'enseignants en nombre suffisant, à la sensibilisation, etc. ont contribué à améliorer le secteur de l'éducation.

Le taux brut de scolarisation global est passé de 59% en 1997 à 65,5 en 1999 et 68,6% en 2000. Il a atteint en 2000-2001, 69,40% (annuaire Statistiques DPRE/ME) avec, pour les filles un taux de 64,8%.

Néanmoins, la situation d'ensemble est encore loin d'être performante, « les lenteurs de la décentralisation effective des interventions du secteur, la faiblesse des ressources financières,

le manque d'établissements à cycle complet dans les zones périphériques, l'inadéquation entre l'offre et la demande, l'insuffisance ainsi qu'une répartition déséquilibrée des infrastructures scolaires, l'insuffisance du nombre d'enseignants et du personnel d'encadrement, et la faible disponibilité des statistiques pour la planification, etc., constituent autant d'entraves à incidence encore fortement agissante.

Les résultats selon les niveaux d'enseignement préscolaire, élémentaire, moyen, secondaire et supérieur, présentent une situation multiforme.

Au niveau du préscolaire, le taux national de scolarisation est seulement de 3%. L'offre d'éducation à ce niveau est très faible, concentré principalement dans les régions de Dakar, Thiès et Ziguinchor. En 2003, ce niveau a connu une croissance de 34% principalement dans les régions de Diourbel, Saint-Louis, Louga, Kaolack suite à la Politique de promotion de la case des Tout Petits. Toutefois, la présence des filles connaît une tendance à la hausse. En 2001-2002, les filles représentent 52,6% des effectifs (DPS, Décembre 2004).

Au niveau de l'enseignement élémentaire, l'indice de parité, en dépit de l'instabilité qui le caractérise (0,79 en 1998-1999 ; 0,90 en 2000-2001 ; 0,89 en 2002), a connu des progrès. Le taux brut de scolarisation (TBS) y est passé de 69,4% en 2000-2001 à 71,6% en 2001/2002. Entre 1997 et 2002, il se présente comme suit :

TBS/an	Global	Garçons	filles
97/98	61,7%	68,0	55,5%
98/99	65,5%	73,1	58,1%
99/00	68,3%	73,1	63%
00/01	69,4%	73,9%	54,8%
01/02	71,6%	75,6%	67,6%

En 2002-2003, le TBS global est 75,8% ; de 72,3% pour les filles contre 79,3% pour les garçons. A côté des disparités entre filles et garçons, le niveau élémentaire est marqué par des disparités entre les régions. Dakar avec un taux de 85,5% et Ziguinchor où plus de 9 enfants sur 10 sont scolarisés, sont avantagées par rapport aux autres régions et surtout à celle de Diourbel où moins d'1 enfant sur 2 est scolarisé.

Au niveau de l'enseignement moyen, l'effectif à la rentrée de 2002-2003 a compté 41,4% de filles (en 2002 ; 41%).

Au niveau de l'enseignement secondaire, les filles représentent seulement 37% des effectifs en 2001-2002. Entre 2002 et 2003, leur effectif a connu une faible hausse (38%).

Au niveau de l'enseignement supérieur, seuls 4% de garçons et 1% de jeunes filles parviennent jusqu'à l'enseignement supérieur (PANAF, 97).

L'évaluation du PANAF a permis de souligner qu'avec la composante «Education, formation des femmes et scolarisation des filles », outre l'augmentation du TBS des filles entre 1997 et 2000, les filles sont plus présentes dans le préscolaire avec plus de 50% des inscrits depuis 1997-1998 et leur nombre grandit dans les garderies communautaires qui accueillent 2.112 filles et 2.096 garçons. Leur présence reste toutefois peu significative au niveau de l'enseignement moyen secondaire général et de l'enseignement technique.

Les principaux goulots d'étranglement du secteur résident d'abord dans l'offre avec des disparités dans la carte scolaire. Le taux brut de scolarisation de 63% au Sénégal s'établit à 84% en milieu urbain et 51% en milieu rural (ESAM-II, 2001). L'accessibilité est inégale selon les zones de résidence. « C'est en milieu urbain et à Dakar en particulier que les établissements scolaires sont plus accessibles. En revanche, en milieu rural souvent caractérisé par un habitat dispersé, 31% des élèves doivent mettre plus de 30 minutes pour se rendre à l'école » (DPS, 2004).

Les taux d'abandon restent élevés au CM1 (11% en 2001 et 23,72% en 2002) et au CM2 (10,5 en 2001 et 23,52% en 2002) avec très souvent des taux d'abandon et de redoublement supérieurs chez les filles. « Au Sénégal, près d'un enfant âgé de 7 à 14 ans enquêté sur dix (8%) a déjà abandonné l'école (ESAM-III) ». Les abandons scolaires sont plus élevés chez les filles. Les motifs en sont liés au travail des enfants « plus d'un enfant âgé de 7 à 14 ans sur quatre abandonne le système scolaire du fait de son insertion professionnelle précoce dans le marché du travail surtout en milieu urbain (27%) et à Dakar en particulier (29%) (ESAM III) » et à divers autres facteurs qui touchent particulièrement les filles. « Les mariages et les grossesses précoces privent 9% des enfants âgés de 7 à 14 ans, d'opportunités de poursuivre leurs études. Ce ratio atteint 13% en milieu rural plus attaché aux valeurs d'une société traditionnelle favorisant le mariage précoce (ESAM III) ». Un autre facteur non moins important est celui de la pauvreté « Il apparaît que 6% des enfants abandonnent l'école du fait du faible pouvoir d'achat de leurs parents (ESAM III) ».

Le secteur de l'éducation nécessite un suivi selon un système d'information incluant des indicateurs pertinents sur la demande, l'offre et la qualité en matière d'éducation, le niveau d'achèvement des cycles et les déperditions.

L'alphabétisation

L'analphabetisme a régressé au Sénégal (cf. ESAM-I (1994) et ESAM-II (2001) suite aux efforts déployés. Le Sénégal a développé, parallèlement aux efforts d'éducation, des programmes de lutte contre l'analphabetisme. Dès 1991, il a été créé un ministère délégué chargé de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales qui deviendra, en 1995, un ministère délégué chargé de l'éducation de base et des langues nationales. L'effort d'alphabétisation a été réalisé dans le cadre de différents programmes (Programme d'Alphabétisation Intensive du Sénégal (PAIS), Projet d'Alphabétisation des Elus locaux et Notables (PADEN), Projet d'Alphabétisation des Femmes (ALPHA FEMMES). Les campagnes annuelles d'alphabétisation ciblant les jeunes de 9 à 14 ans dans les écoles communautaires de base et les classes d'alphabétisation fonctionnelle au bénéfice des groupes de 15 à 55 ans ont impliqué plusieurs acteurs (Etat, organisations non gouvernementales (ONG) et Sociétés de développement). Les femmes ont constitué 83 % des apprenants dans les différentes langues (Wolof (48 %), Pulaar (30 %) et Sereer (11 %)). Les actions d'alphabétisation ont permis de réduire le taux d'analphabetisme des femmes de 78,2% en 1995 à 71,5% en 2000.

Néanmoins, l'analphabetisme touche encore globalement 60% des sénégalais âgés de moins de 20 ans et reste plus important chez les femmes dont le statut (mariages et grossesses précoces, taux d'abandon élevé à l'école) génère des obstacles spécifiques. Les données de ESAM III montrent que « 62% des sénégalais âgés de 15 ans et plus sont privés de la capacité de lire et écrire. La population rurale (77%) reste à majorité analphabète (...). La proportion de femmes analphabètes atteint 72% et c'est à Dakar et en milieu urbain en général que les variations différentielles du taux d'alphabétisation selon le sexe sont moindres ».

à Dakar, à 15,5km dans la région de Tambacounda. En 2000 on compte 1 poste de santé pour 11500 habitants (norme OMS : 1 poste pour 10000hbts), 1 centre de santé pour 175000 habitants (norme OMS 1CS pour 150000 habitants), 1hôpital pour 545000 habitants (norme 1 hôpital pour 150000 habitants) (CF pauvreté et santé plan stratégie 2002-2005). Les régions de Tambacounda, Kolda, Louga, St Louis en 2001 1 poste de santé pour respectivement 6530, 11660, 9730 et 6899 habitants, les régions de Tamba, St Louis et Louga 1 poste de santé pour 5000 habitants (norme OMS 1poste de santé pour 10000 habitants) la couverture en infrastructure sanitaire. Il est évident que cette déficience dans l'offre de services de santé affecte davantage les groupes vulnérables.

II ACQUIS ET AVANCEES EN 2004

La situation de l'équité et de l'égalité de genre au Sénégal s'inscrit dans un contexte social et culturel où d'importantes mutations s'incrument dans le tissu complexe des valeurs traditionnelles encore vivaces. La prise en compte de la situation des femmes, est le fait d'efforts conjugués des différents acteurs de développement (Gouvernement, ONG, associations d'autopromotion, organismes de financement).

Au cours de la décennie des Nations Unies pour la femme (1975-1985), les actions en direction des femmes s'inscrivaient dans la perspective de l'Intégration des Femmes dans le Développement (IFD) avec des actions et projets spécifiquement féminins, visant l'amélioration de la situation des femmes, la valorisation de leurs activités traditionnelles, l'appui au développement d'activités génératrices de revenus, l'allègement de travaux domestiques.

Au niveau des stratégies nationales, le Deuxième Plan d'Action National de la Femme (1997-2001) a mis en avant l'hypothèse qu'en améliorant le statut des femmes, on renforce la valorisation effective de toutes les ressources humaines du pays. En même temps, il souligne que la mondialisation de l'économie et de la communication impose la nécessité d'une prise de conscience des évolutions en cours. Dans cette optique, il déplore les stéréotypes qui enferment les femmes dans des modèles désuets, la position défavorable des femmes en dépit de leur importance démographique ont moins accès aux ressources et aux bénéfices du développement.

Actuellement, l'approche genre est clairement inscrite dans la DPP pour permettre « d'une part de comprendre les constructions sociales sur les deux catégories sociales (hommes et femmes) et les relations qu'elles entretiennent et d'autre part, une intervention qui tienne compte des caractéristiques de genre, en terme de besoins et de priorités et vise à établir des relations égalitaires DPP 2002.

Parmi les stratégies retenues dans ce cadre, il convient de souligner certaines dont on peut attendre un impact réel en matière d'équité et d'égalité de genre. Il s'agit des notamment ;

- Instauration d'un système de discrimination positive à l'égard des groupes défavorisés ;
- Révision des manuels scolaires et sensibilisation des enseignants et autres communicateurs en vue de bannir les stéréotypes sexistes ;
- Renforcement de la participation des femmes dans la résolution des conflits et dans l'identification et l'octroi des aides humanitaires, en particulier au niveau des foyers de tension ;
- Renforcement de l'adhésion des leaders d'opinion aux objectifs d'égalité entre les sexes ;
- Prise en compte du rôle et du statut des femmes et des hommes dans la mise en œuvre de la politique de population ;

- Education de la petite fille et du petit garçon au sein de la famille en vue d'éliminer toutes les formes de constructions sociales favorisant les stéréotypes sexistes.

L'atout fondamental que constitue l'adoption du genre dans la DPP, s'inscrit dans un contexte global où différents mécanismes et politiques offrent globalement un cadre institutionnel favorable, les orientations retenues le Xe plan (2002-2007 le (PNIR), la (PADMIR), les progrès de la lutte contre la pauvreté DSRP, un nouveau « programme d'Appui pour la. L'Agence du fonds de développement social (AFDS, 2001-2011) concurent à favoriser l'accès aux services sociaux et infrastructures à la base, aux activités génératrices de revenus, renforcement de capacités dans le respect des besoins exprimés et priorités).

2-1 MUTATIONS ATOUTS AU PLAN SOCIAL ET CULTUREL

Les mutations et atout se situent sur le plan du rôle des femmes et de la reconnaissance sociale de ce rôle.

Le contexte de pauvreté et de péjoration des ressources a décuplé le rôle économique des femmes L'importance de ce rôle pour les familles et les communautés s'imposent de plus en plus par sa visibilité et son impact dans la survie des ménages et des familles.

Sur le plan de l'accès à la décision on assiste à une présence plus marquée des femmes dans les instances de décision. Il convient toutefois de souligner l'instabilité de leur nomination au niveau des postes ministériels. Un atout très fort réside dans la plus grande conscience de l'importance de la présence et du poids des femmes au niveau des instances de décisions.

Les violences contre les femmes sont devenues l'objet de débats, de dénonciation et de mobilisation social. Cette visibilité traduit une forme d'assumption sociale, réel progrès si l'on se réfère au caractère tabou de question de violence au sein des familles et des communautés.

La question de l'accès à la terre et du contrôle du patrimoine foncier familial et communautaire impliquant les femmes, grâce à différentes pratiques d'amélioration ou de changement dans les habitudes d'exclusion et discrimination, connaît aujourd'hui une réelle avancée. Non seulement les femmes exigent leurs droits mais en même temps la volonté politique est ouverte à garantir aux femmes des mécanismes viables et stables d'accès et de participation au contrôle sur le domaine foncier.

Il existe aujourd'hui une mobilisation et un engagement social des femmes et de la société civile pour une meilleure conscience sociale de la place des femmes. En dépit du statut inférieur des femmes il existe une plus grande acceptation des atouts des femmes et de la valeur de leur contribution égal à celui des hommes dans les domaines clés. La régression des images négatives sur les femmes, le changement des mentalités, le recul pratique des Stéréotypes sexistes, sont autant de potentiel favorable à des possibilités de rééquilibrage social.

Il est certain que l'engagement communautaire peut être décisif dans le changement des mentalités et de pratiques particulièrement si les femmes elles même Prennent conscience de leur rôle d'actrices de développement et se positionnent selon un réel leadership. Le relâchement et le recul des contraintes sociales et culturelles du fait de la modernité, de la mondialisation, de nouvelles valeurs émergente sont en pleine formation et augurent un autre

contexte d'une relation sociale que les stratégies de promotion de l'équité et de l'égalité de genre peuvent mettre à profit.

2-2 MUTATIONS ATOUTS AU PLAN EDUCATION/FORMATION

L'éducation, levier fondamental pour le changement social a permis bien des progrès dans la vie des femmes. La volonté politique et la mobilisation de la société civile ont permis le relèvement du taux de scolarisation des filles, une auto-assurance des filles dans la prise en charge de leurs trajectoires scolaires.

Les filles instruites s'imposent de plus en plus dans les prises de décision au niveau de la famille et du ménage, tout comme les femmes adultes, elles manifestent une conscience citoyenne de plus en plus fine. Elles revendiquent leur place dans les instances de décision, développent un sens plus élevé de la responsabilité face aux biens publics. Ce patriotisme et cette conscience citoyenne se traduisent par leur mobilisation en faveur de la SCOFI, La participation communautaire à la gestion des écoles et surtout à travers la féminisation des programmes d'alphabétisation. Dans le même sens, les femmes alphabétisées sont plus visibles dans leurs actions.

2-3 MUTATIONS ATOUTS DANS LE DOMAINE DE LA SANTE DE LA REPRODUCTION

La santé de la reproduction de la femme, malgré sa vulnérabilité structurelle connaît certains atouts avec notamment la régression des tabous liés à la maternité, la stigmatisation sociale des viols et violences faites aux femmes. De tels facteurs constituent des atouts favorables aux possibilités pour les femmes, de négociation de nouvelles relations de considération et de respect.

2-4 LECONS APPRISES

Les leçons tirées des stratégies nationales mises en œuvre sont riches d'enseignements qui se situent à plusieurs niveaux.

Au niveau familial et communautaire les relations entre les hommes et les femmes ont évolué singulièrement sous la poussée de la précarité des ressources, des conditions défavorables pour la mise en œuvre des responsabilités familiales. Les hommes n'ont pas les moyens de jouer leur rôle de chef de famille dans sa dimension fourniture des moyens de se loger, se nourrir, se soigner, s'éduquer. Cela ne remettant aucunement en question leur statut et leur autorité, même dans le contexte de contraintes économiques les plus cruciales ils appliquent leur droit à la polygamie qui participe au renforcement de la pauvreté des ménages.

Les femmes étant au cœur des mécanismes et palliatifs familiaux et sociaux de réponse à la crise économique, développent parallèlement de nouvelles attitudes. La confiance en soi, l'esprit d'initiative, la volonté d'entreprendre, la croyance et l'espoir que l'effort soutenu est le seul gage de succès, etc., sont devenus des atouts particuliers aux femmes. Dans les domaines où elles s'activent le plus, leurs expériences sont de plus en plus des modèles de référence. En témoignant d'un leadership effectif en matière de créativité pour les stratégies populaires de survie, elles ont de façon certes encore informelle, jeté les jalons d'un potentiel repositionnement des rôles sociaux.

Les capacités que les femmes ont acquises à travers leur dynamisme sur le plan organisationnel et associatif ainsi que l'élargissement de leurs rôles économiques et sociaux, ont une incidence certaine sur les relations entre les hommes et les femmes. Ces acquis impliquent assurément pour elles, des capacités de négociations plus grandes pour les femmes qui poussent petit à petit à un changement des mentalités et par conséquent d'adoption de nouvelles valeurs culturelles.

Ce potentiel de changement interpelle les autorités et les autres acteurs de développement à s'engager dans des actions de motivation, de renforcement des mécanismes d'échanges et de solidarité susceptibles de secréter la confiance et le respect mutuel de la valeur de soi et de l'autre entre les hommes et les femmes. En créant ainsi les conditions de nouvelles pratiques relationnelles et d'adoption de réflexes d'égalité et d'équité de genre, les rapports de pouvoir et d'inégalité vont sans doute se modifier dans le temps.

Au niveau de l'éducation

L'éducation des femmes et des filles de la même manière que celle des hommes et des garçons est certainement une condition sine quo non d'un développement durable. Cette éducation aura peu d'impact dans le développement si elle reste élective en laissant en rade une grande partie de la population soit du fait des disparités dans l'offre d'infrastructures viables, soit en raison de contenus inappropriés ou encore sous le prétexte de résistances culturelles du reste largement en désuétude. Seule l'existence d'une masse critique de filles et garçons instruits pourra engendrer de la part des hommes et des femmes l'ouverture et la conscience responsables et citoyennes d'une auto promotion sociale et culturelle ainsi que les bases d'une meilleure communication avec l'extérieur.

Dans une telle perspective toute stratégie dans le domaine de l'éducation devra sauvegarder l'esprit d'équité et d'égalité de genre. La discrimination positive en faveur des filles ne doit donc nullement être appliquée au détriment des garçons.

Au niveau de la santé

Les politiques les plus profitables sont celles qui répondent aux besoins pratiques des femmes et aussi des hommes dans l'accès à des soins de qualité dans un rayon géographique de proximité, intégrant la prise en compte de leur demande sur le plan psychologique et émotionnel. La baisse de la morbidité et de la mortalité maternelle dépend fortement du rapprochement des structures sanitaires, de l'accessibilité liée aux coûts des prestations et des médicaments. Elle recouvre également une dimension humaine et sociale qui revêt toute son importance pour répondre à des enjeux tels que :

La rapidité de la prise en charge parfois entravée par le contrôle de l'homme souvent seul à disposer des moyens et/ou à décider de la référence aux structures sanitaires.

Faire de l'éveil précoce des jeunes filles et des garçons, une base d'enseignement de nouveaux comportements

Rendre la Volonté politique davantage favorable au changement de comportements.

Le développement d'une conscience collective de refus des violences (excision, sévices corporels, etc.) à l'endroit des femmes et des enfants.

La construction de valeurs sociales et culturelles qui remet en question les comportements et pratiques à risques chez les hommes et chez les femmes, notamment en matière de sexualité

L'allègement du poids physique et psychologique de la pauvreté des ménages sur la vie et les perspectives des femmes

La prise en charge de la SR ou le contrôle social intègre des principes et normes à l'avantage des besoins pratiques et des intérêts stratégiques des hommes et des femmes
Utiliser le référentiel culturel (religion, coutumes) fait de valeurs de chasteté, d'abstinence, d'hygiène et de pureté comme source d'éducation et de protection des filles contre la montée des IST invalidantes et du VIH-SIDA.

2-5 CONTRAINTES PERSISTANTES

Les contraintes persistantes entrent en conjonction et leur influence sur la situation d'égalité et d'équité de genre sur le plan social s'avère d'une grande complexité.

Au plan familial et communautaire

Les contraintes identifiées sont les suivantes :

- Le statut d'infériorité de la femme dans la famille et dans la société sénégalaise
- Les valeurs et croyances culturelles en faveur de la soumission de la femme à l'homme
- Les systèmes patriarcal et patrilineaire
- La valorisation du statut de subordination de la femme dans le Mariage coutumier comme gage d'une progéniture idéale
- Les stéréotypes et préjugés sexistes traduisant une image principalement négative et défavorisée des rôle et statut de la femme
- La Méconnaissance par les femmes de leurs droits
- Le Manque d'informations des femmes
- L'inégalité dans la répartition des rôles et des responsabilités entre l'homme et la femme au sein de la famille et dans la communauté
- Les rôles domestique et de reproduction assignés de fait à la femme et socialement valorisés
- Le rôle de chef de famille et de pouvoir de décision reconnus exclusivement à l'homme
- La Volonté politique limitée pour une remise en cause des rapports inégalitaires entre l'homme et la femme
- L'influence de la coutume et de la religion (mauvaises interprétations des textes Islam et Christianisme)
- La Supériorité socioculturelle et la position sociale dominante de l'homme
- La faible place des femmes dans les instances décisionnelles des institutions
- L'Absence de rubrique genre dans la nomenclature du budget national qui explique les difficultés de prévisions budgétaires.

Au plan de l'Education

Les contraintes critiques sont surtout :

- L'inégal niveau d'instruction, d'éducation et de qualification des filles/garçons et des femmes/ hommes
- L'accès inégal des filles et des garçons aux différents niveaux d'enseignement général, technique et scientifique
- La dispersion de la Carte scolaire qui ne facilite pas l'accès à tous et dans toutes les régions (éloignement des infrastructures)
- Les déperditions scolaires des filles, plus importantes au fur et à mesure qu'elles avancent de niveau surtout en milieu rural
- Les difficultés du maintien des filles dans les différents cycles d'enseignement
- Les "Mariages et Grossesses précoces

La participation excessive aux tâches domestiques pour aider la mère
 Le Faible niveau de revenus des familles impliquant des tensions dans les priorités d'éducation des enfants (filles et garçons)
 La précocité des mariages qui implique souvent une pression des maris et la pesanteur des rôles et responsabilités familiales sur l'avenir du cursus scolaire de la fille
 La prise en compte insuffisante des besoins différenciés des filles et des garçons à tous les niveaux du système éducatif
 L'insuffisance du nombre de Filles/femmes dans les filières scientifiques et techniques et dans la formation professionnelle (accès, maintien, réussite)
 La faible prise en compte de la dimension genre dans l'Enseignement Technique et dans la formation Professionnelle
 La faible conscience des questions de genre chez les enseignants et les autorités de l'éducation
 Les compétences insuffisantes en genre dans le système éducatif
 La Non prise en compte des spécificités de la fille et de la femme;
 L'inadaptation des contenus et des activités éducatives aux besoins socio culturels, économiques et scientifiques du pays ;
 Le Manque d'information des filles par rapport aux carrières ;
 Les inégalités selon l'appartenance géographique et le lieu de résidence ;
 L'insuffisance de la prise en compte de la mobilisation autour de l'approche genre en tant que stratégie essentielle de promotion de l'éducation de la formation professionnelle pour tous et pour toutes
 La Pression sociale
 Le taux élevé d'analphabétisme au niveau des femmes et surtout des mères de familles
 La persistance de préjugés sur les bienfaits de l'école et de la scolarisation des filles. Ces préjugés vont à l'encontre de la scolarisation durable des filles/femmes
 L'inadaptation des programmes et la Masculinité de la culture scolaire
 Les Stéréotypes sexistes dans les manuels scolaires
 Le Modèle de réussite sociale inspiré de la nouvelle classe d'entrepreneurs et de commerçants (Baol-Baol qui a conduit à une désacralisation de l'éducation
 Le manque de rôle de plaidoyer des inspecteurs et des leaders d'opinion

L'analphabétisme des femmes élevé et la sous représentation des femmes au niveau du Supérieur
 La faiblesse des opportunités d'éducation alternative
 Les faibles opportunités d'accès des femmes à des programmes d'alphabétisation appropriés
 L'inadaptation des programmes d'alphabétisation aux besoins réels des femmes
 Les démarches d'alphabétisation inefficaces par rapport aux besoins réels des femmes et les lenteurs des résultats pratiques et utilisables
 Les responsabilités familiales, la pression sociale et la résistance du mari
 La volonté politique encore timide pour placer la question genre au cœur des politiques
 L'absence de dynamique sociale qui accompagne la volonté politique actuelle et soutient son élargissement.

Au niveau de la santé

Les contraintes sont :

Une plus grande vulnérabilité de la santé des femmes, et des adolescent (e)s en matière de reproduction (SR) et des risques liés à la SR

Un taux de morbidité et de mortalité maternelle élevé
Une insuffisance des structures obstétriques et de la qualité des services liés à la maternité notamment en milieu rural
L'insuffisance en personnel et couverture sanitaires avec des taux actuels largement en dessous des normes de l'OMS
La qualité défectueuse des services et soins liés à la maternité notamment en milieu rural
La Pauvreté des ménages par rapport au coût élevé de la prise en charge
Les facteurs socioculturels ayant un effet négatif sur la SR des femmes (Excision)
Les pesanteurs socioculturelles (prise de décisions pour la référence ou l'évacuation aux structures de santé, détenue par le mari)
L'endémie palustre
Le Taux de fécondité encore élevé
Le Rapport inégalitaire entre l'homme et la femme dans les choix et responsabilités liés à la SR
La valorisation du rôle de reproduction de la femme dans la société
Le faible taux de prévalence contraceptive
La Vulnérabilité des femmes et des adolescent(e)s aux IST/SIDA et la tendance à la féminisation de la pandémie du SIDA
La précocité de l'Activité sexuelle chez les jeunes
Les valeurs sociales et culturelles qui favorisent des comportements et pratiques à risques chez les hommes et chez les femmes mettant surtout en exergue l'homme synonyme de virilité)
La Multiplicité de partenaires et la polygamie
La Sous information des femmes, des adolescent (e) s et des hommes
La dépendance économique et sociale des femmes et la pauvreté des ménages
Les conséquences psychosociales de l'excision dans les zones de prévalence
La faible prise en compte des besoins spécifiques en SR des femmes, des hommes et des jeunes dans les politiques et programmes de santé
L'insuffisance des services offerts en matière de SR
L'insuffisance de compétences en genre dans le secteur.

BIBLIOGRAPHIE

Direction de la Prévision et de la Statistique - *Ministre de l'Economie et des Finances 2002 (janvier 2004). PROJECTIONS DE POPULATION DU SENEGAL ISSUES DU RECENSEMENT DE 2002*

Bureau de la Représentation de l'OMS pour le Sénégal : *STRATEGIE DE COOPERATION DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE AVEC LE SENEGAL 2002-2005* : Organisation Mondial de la Santé (juillet 2002).

SALIF NDIAYE, MOUHAMED AYED, ALIOU GAYE : *ENQUETE DEMOGRAPHIQUE ET DE SANTE AU SENEGAL (EDS III)- Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan/Direction de la Prévision et de Statistique /Division des Statistiques Démographiques – Demographic and Health Surveys (DHS) 1997:*

Termes de référence des chefs de service Régionaux : *STRATEGIE NATIONALE POUR L'EQUITE ET L'EGALITE DE GENRE AU SENEGAL* : Ministre de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale (octobre 2004).

Ministre de la Famille du Développement Social et de la Solidarité nationale /.Direction de la Famille : *PROGRAMME DE SUIVI ET DE COORDINATION DES ACTIVITES DU PLAN D'ACTION NATIONAL POUR L'ABANDON DE LA PRATIQUE DES MUTULATIONS GENITALES FEMININES* (juin 2004)

Ministère de la Famille : *EVALUATION FINAL DU PLAN D'ACTION NATIONAL DE LA FEMME* : Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale (octobre 2003).

Ministre de la Femme, de l'Enfance et de la Famille : *FEMMES SENEGALAISES A L'HORIZON 2015* : Ministre de la Femme de l'Enfance et de la Famille (Dakar, juillet 1993).

Direction de la Prévision et de la Statistique : *SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIAL DU SENEGAL* : Ministère de l'Economie et des Finances (Edition 2002-2003).

Direction de la Prévision et de la Statistique : *Enquête Démographique et de Santé au Sénégal (EDS II) 1992/93*

Direction de la Prévision et de la Statistique : *-Enquête Démographique et de Santé au Sénégal (EDS III) 1997*

Institut Du Sahel : *PROFIL DEMOGRAPHIQUE ET SOCIO-ECONOMIQUE DU SENEGAL* : Ministère de l'Economie et des Finances Direction de le Prévision et de la Statistique (1960-2000).

UN MONDE MEILLEUR - SUIVI DES ODM PUND - MAI 2003

DSRP (Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté)

Direction de la Planification des Ressources Humaines : Déclaration de la Politique de Population : Ministre de L'économie et des Finances (5 mars 2002)

Programme Décennal de l'Education et de la Formation (PDEF)- Initiative Spéciale du système des NATIONS UNIES pour L'Afrique- Ministère de l'Education Nationale -juillet 1999

DSRP : Groupes Thématiques Rapports de Synthèse : Elaboration du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (octobre 2001)

Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille : Femmes Sénégalaises à l'horizon 2005 République du Sénégal : (juillet 1993)

Ministère de la santé : Santé pour tous : Enquête Sénégalaise sur les Indicateurs de santé (ESIS) 1999

Ministère de la santé et de la Prévention : Plan Stratégique « pauvreté et santé » 2002-2006: République du Sénégal (octobre 2001)

Un Monde meilleur pour tous : Suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement : République du Sénégal (Mai 2003)

ANNEXES 2 MATRICES REALISEES

ANALYSE DE SITUATION DOMAINE CULTUREL ET SOCIAL

PROBLEME CENTRAL	PROBLEMES INTERMEDIAIRES	CAUSES / FACTEURS EXPLICATIFS
Statut d'infériorité de la femme dans la famille et dans la société sénégalaise	Valeurs et croyances culturelles en faveur de la soumission de la femme à l'homme	Systèmes patriarcal et patrilinéaire Mariages coutumiers Stéréotypes et préjugés sexistes
	Inégalité dans la répartition des rôles et des responsabilités entre l'homme et la femme au sein de la famille et dans la communauté.	Rôles domestique et de reproduction assignés de fait à la femme et socialement valorisés Rôle de chef de famille et pouvoir de décision reconnus exclusivement à l'homme
	Volonté politique insuffisante pour une remise en cause des rapports inégalitaires entre l'homme et la femme	Influence de la coutume et de la religion (Islam et Christianisme) Supériorité socio-culturelle de l'homme
Inégal niveau d'instruction, d'éducation et de qualification des filles/garçons et des femmes/ hommes	Accès inégal dans tous les niveaux d'enseignement	Carte scolaire dispersée
		Préjugés sur les bienfaits de l'école et de la scolarisation des filles

	<p>Déperditions scolaires des filles, plus importante au fur et à mesure qu'elles avancent de niveau surtout en milieu rural</p>	<p>Grossesses précoces</p> <p>Participation excessive aux tâches domestiques pour aider la mère</p> <p>Faible niveau de revenu des familles</p>
<p>PROBLEME CENTRAL</p>	<p>PROBLEMES INTERMEDIAIRES</p> <p>Analphabétisme des femmes élevé</p>	<p>CAUSES / FACTEURS EXPLICATIFS</p>
		<p>Faible opportunité d'éducation alternative</p> <p>Inadaptation des programmes d'alphabétisation aux besoins réels des femmes</p> <p>Responsabilités familiales, pression sociale et résistance du mari</p>
	<p>Insuffisante prise en compte des besoins différenciés des filles et des garçons à tous les niveaux du système éducatif</p>	<p>Faible conscience des questions de genre chez les enseignants et les autorités de l'éducation</p> <p>Compétences insuffisantes en genre dans le système éducatif</p>

<p>Plus grande vulnérabilité de la santé de la reproduction (SR) des femmes et des adolescentes</p>	<p>Taux de mortalité maternelle élevé</p>	<p>Insuffisance des structures obstétriques et de la qualité des services liés à la maternité notamment en milieu rural</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vie sexuelle précoce - Grossesses précoces, rapprochées ou tardives et à risque - Complication suite avortements - Surcharge de travail domestique - Violences domestiques - Excision - Pauvreté des ménages - Coût élevé de la prise en charge <p>Facteurs socioculturels ayant un effet négatif la SR des femmes</p> <p>Endémie palustre</p>
---	---	---

PROBLEME CENTRAL	PROBLEMES INTERMEDIAIRES	CAUSES / FACTEURS EXPLICATIFS
	<p>Taux de fécondité élevé</p>	<p>Rapport inégalitaire entre l'homme et la femme en matière de choix et de responsabilité en matière de SR</p> <p>Valorisation du rôle de reproduction de la femme dans la société</p> <p>Faible taux de prévalence contraceptive</p>
	<p>Vulnérabilité des femmes et des adolescentes aux IST/SIDA</p>	<p>Activité sexuelle précoce chez les jeunes</p> <p>Multiplicité de partenaires et polygamie</p>

		<p>Sous information des femmes, adolescent (e) s et des hommes sur ces questions</p> <p>Dépendance économique et sociale</p> <p>Insuffisance des services offerts en matière de SR</p> <p>Insuffisance de compétences en genre dans le secteur</p>
--	--	--

**ORIENTATION STRATEGIQUE : VALORISATION DE LA POSITION SOCIALE DE LA FEMME
ET RENFORCEMENT DE SES POTENTIALITES**

OBJECTIFS	STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE RESULTAT	ACTIONS	COÛTS En million	PERIODE	PARTENARIAT
Objectif 1 : Promouvoir des comportements favorables à l'égalité et à l'équité entre l'homme et la femme	Conscientisation des hommes et des femmes sur les manifestations des disparités et des discriminations	Prise de conscience et engagement de toute catégorie d'acteurs à la réduction des inégalités entre filles et garçons	Programme IEC/Genre disponible et exécuté Enquêtes réalisées	Elaborer et mettre en œuvre un programme d'IEC/genre y compris les supports adaptés en français et en langues nationales	170.000 Conception 10 activités par an	2005 -2015	MFDSSN PTF OSC spécialisées Points focaux Consultant (e) s
		Des images et valeurs valorisantes des deux sexes se substituent progressivement aux stéréotypes sexistes négatives Les filles et les garçons sont éduqués sur la base du paradigme de l'égalité et l'équité de genre		Mener trois enquêtes CAP légères au niveau des familles de zones ciblées en 2006, 2010 et 2015	72.000	2006, 2010 et 2015	MFDSSN PTF OSC spécialisées Points focaux Consultant (e) s
	Amélioration du niveau de connaissance de la situation des femmes dans différents contextes socioculturels	Meilleure visibilité des rapports de genre et plus grande compréhension des inégalités entre hommes et femmes	Inventaire des déterminants socioculturels et des stéréotypes, disponible par région Sources d'information et de sensibilisation sur la situation et le vécu des hommes et des femmes différenciées	Réaliser une cartographie des déterminants socioculturels du statut de la femme vs homme y compris les stéréotypes	22.000	2006 - 2007	MFDSSN Consultant(e)s Points focaux REGENTIC ORGENS INEADE IFAN DPS Centre de Suivi Ecologique

OBJECTIFS	STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE RESULTAT	ACTIONS	COÛTS	PERIODE	PARTENARIAT
Objectif 2 : Amener les garçons et les hommes à prendre une part active dans la promotion de l'égalité de genre, la gestion du foyer et le partage des responsabilités dans la communauté	Sensibilisation pour un meilleur partage des fonctions et responsabilités dans la famille et dans la société	Elimination progressive des stéréotypes sexistes au sein de la famille et de la société Implication effective des garçons et des hommes dans la gestion des activités domestiques et communautaires dans les zones ciblées	Un programme d'information et de sensibilisation élaboré et exécuté Nombre et qualité des acteurs polarisés par les campagnes de sensibilisation et engagés dans la diffusion des messages % des CL ayant mis en place un programme pilote	Elaborer et mettre en œuvre un programme d'information et de sensibilisation sur l'importance et les bénéfices du partage des rôles et responsabilités en direction des familles	170.000 Conception supports 10 activités par an	2005 - 2015	MFDSSN Personnes ressources OSC Réseau des journalistes Réseau des Parlementaires Collectif des femmes parlementaires Réseau des Communicateurs traditionnels Relais communautaires
				Initier en partenariat avec les Collectivités locales un programme pilote pour la promotion du partage des rôles et responsabilités entre hommes et femmes au sein de la famille et de la société	500.000 1 exp (10 départx25 fam).	2006 - 2015	MFDSSN Personnes ressources CL OSC
	Promotion d'un leadership partagé au sein de la famille et dans la société entre les femmes et les hommes	La parenté conjointe et le partage des charges et des responsabilités dans la famille et la société entre l'homme et la femme sont acceptés par tous les acteurs	Un atelier de concertation organisé Argumentaire disponible et diffusé	Organiser une large concertation pour finaliser l'argumentaire relatif à la parenté conjointe / autorité parentale	28.000 1 atelier national Reproduction diffusion	2005- 2006	MFDSSN Min Justice Leaders d'opinion Points focaux genre Réseaux OSC PTF

OBJECTIFS	STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE RESULTAT	ACTIONS	COÛTS	PERIODE	PARTENARIAT
Objectif 3 : Amener les différentes composantes de la société à adhérer et à œuvrer pour l'égalité et l'équité de genre	Instauration d'un dialogue social autour des avantages de l'égalité et de l'équité de genre	Plus grande adhésion des hommes, des décideurs et des leaders d'opinion à l'égalité de genre Réduction des inégalités de sexe voire égalité de traitement entre l'homme et la femme dans tous les secteurs et à tous les niveaux	Atelier de conception réalisé Nombre et nature des argumentaires élaborés et diffusés Supports d'information sur et de sensibilisation sur l'égalité de genre élaborés et vulgarisés	Elaborer des argumentaires sur les avantages de l'égalité et l'équité de genre pour l'épanouissement de la société et le développement	170.000 Groupes de travail 10 Personnes ressources	2005 - 2006	MFDSSN Points focaux genre Personnes ressources OSC spécialisées Réseaux Collectif des femmes parlementaires Réseau des journalistes
				Créer des outils et supports d'éducation de base intégrant des stéréotypes et des images sur le statut de l'homme et de la femme dans la société	20.000 Conception Validation Reproduct Vulgarisation	2006 - 2007	MFDSSN INEADE REGENIC ORGENS IFAN Consultant(e)s
				Plaidoyer pour la révision des manuels comportant des images négatives sur les relations hommes/femmes	170.000 Appui aux partenaires	2007 -2008	MFDSSN Points focaux genre OSC spécialisées Collectif des femmes parlementaires Réseau des femmes ministres et parlementaires Réseau des journalistes

OBJECTIFS	STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE RESULTAT	ACTIONS	COÛTS	PERIODE	PARTENARIAT
Objectif 4 : Contribuer à l'égalité d'accès, de chances de réussite et d'achèvement à tous les niveaux du système éducatif	Sensibilisation et mobilisation sociale en faveur de l'amélioration de la carte scolaire, de la scolarisation et de la formation équitable des filles et des garçons	Renforcement des capacités des familles et des décideurs pour une éducation non discriminatoire La parité fille/garçon est réalisée dans l'enseignement primaire en 2015 Réduction des écarts entre garçons/filles dans les enseignements secondaire, supérieur et technique Accroissement de la présence des filles dans les filières scientifiques et techniques	Nombre de campagnes de sensibilisation et de mobilisation sociale réalisés Un atelier de conception réalisé Programme IEC/Education /Genre Disponible et exécuté Supports d'information et de sensibilisation sur Education /Genre et SCOFI conçus et diffusés	Plaidoyer auprès des autorités de l'éducation pour l'augmentation et la distribution adéquate des infrastructures scolaires et de l'offre de formation Concevoir et mettre en œuvre un programme IEC/Education / Genre sur les avantages économiques et sociaux de la scolarisation des filles et des garçons pour la famille et le développement du pays et pour l'accès des filles dans les filières scientifiques, techniques et professionnelles Vulgariser les avancées et l'impact des actions et programmes SCOFI	200.000 10 activités par an 170.000 Conception 10 activités par an 11.000 Reproduct Diffusion	2005 - 2015 2005 - 2015	MFDSSN Points focaux genre OSC Réseaux Collectif des femmes parlementaires MFDSSN Min Education PTF OSC spécialisées CL Consultant (e)s MFDSSN Min Education OSC PTF CL

OBJECTIFS	STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE RESULTAT	ACTIONS	COÛTS	PERIODE	PARTENARIAT
	Renforcement du partenariat entre autorités de l'éducation, Collectivités locales, secteur privé, OSC et acteurs de la communication et de l'information en faveur du maintien des filles à l'école	<p>Implication des parents, des collectivités locales, de la société civile et du secteur privé dans la promotion de la scolarisation des filles et la gestion des écoles</p> <p>Filles motivées à fréquenter l'école et à achever les cycles d'enseignement</p>	<p>Coalition des parties prenantes mise en place aux niveaux national et régional</p> <p>Taux de rétention des garçons et des filles</p> <p>% écoles ayant un programme d'éducation à la vie familiale</p> <p>Nombre de programmes d'équipements d'allègement mis en place</p> <p>Nombre et nature des initiatives prises en faveur du maintien des filles à l'école</p>	<p>Mettre en place une coalition pour la scolarisation et la formation des filles à tous les niveaux d'enseignement et la parité filles/garçons</p>	11.000	2005 – 2006	<p>MFDSSN</p> <p>Min Education</p> <p>Points focaux</p> <p>OSC</p> <p>CL</p> <p>PTF</p> <p>Secteur privé</p> <p>Réseau des journalistes</p> <p>Communicateurs traditionnels</p> <p>Relais communautaires</p> <p>Artistes</p>
				<p>Soutenir le développement des programmes d'Education à la Vie Familiale dans les écoles et institutions informelles et la création de clubs pour la scolarisation et le maintien des filles à l'école</p>	101.000 Appui aux partenaires	2005 - 2015	<p>MFDSSN</p> <p>Min Education</p> <p>Points focaux</p> <p>OSC spécialisées</p> <p>CL</p> <p>PTF</p> <p>Secteur privé</p>
				<p>Développer un plaidoyer en direction des décideurs, CL, PTF et OSC pour l'extension des programmes d'allègement des tâches domestiques et pour le maintien des filles et le retour des filles – mères à l'école par des mesures incitatives : subventions, bourses, dérogations et parrainages</p>	170.000 Appui aux partenaires 10 activités par an	2005 - 2015	<p>MFDSSN</p> <p>Points focaux genre</p> <p>Réseaux</p> <p>Collectif des femmes parlementaires</p> <p>Réseau des journalistes</p>

OBJECTIFS	STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE RESULTAT	ACTIONS	COÛTS	PERIODE	PARTENARIAT
Objectif 5 : Contribuer à la réduction de l'analphabétisme	Renforcement de l'adéquation des programmes d'alphabétisation avec les besoins et spécificités des femmes et des hommes	Adhésion et implication des communautés ciblées pour l'alphabétisation des femmes et des hommes Des programmes d'alphabétisation fonctionnelle sont développés en milieu urbain et en milieu rural Synergie d'intervention et harmonisation des démarches entre les parties prenantes à l'alphabétisation des communautés ciblées Ecart de taux d'alphabétisation entre les femmes et les hommes en milieu rural et urbain réduits	Taux de participation des femmes et des hommes aux classes d'alphabétisation	Etablir une nomenclature des forces et faiblesses des stratégies d'alphabétisation pour les femmes	22.000 Groupe de travail Prestations personnes ressources	2005 - 2006	MFDSSN Min Education Min alphab. OSC spécialisées PTF CL
			Nbre de projets et programmes ayant un volet alphabétisation	Réviser les contenus des programmes existants et développer des modules basés sur les besoins différenciés des femmes et des hommes	15.000 Groupe de travail Prestations personnes ressources	2005 - 2006	MFDSSN Min Education Min alphab. Points focaux Opérateurs privés Personnes ressources
			Taux d'alphabétisation des femmes et des hommes	Définir et mettre en œuvre une stratégie d'IEC et de mobilisation sociale en faveur de l'alphabétisation des femmes	170.000 Conception 10 activités par an	2006 -2015	MFDSSN Min Education Min alphab. OSC spécialisées PTF CL Points focaux Réseaux
			Stratégie IEC et de mobilisation sociale définie et exécutée	Soutenir l'utilisation des TIC pour l'alphabétisation en milieu rural et urbain	33.000 Appui aux partenaires	2006 - 2015	MFDSSN Min Education Min alphab. REGENTIC OSC spécialisées PTF CL

OBJECTIFS	STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE RESULTAT	ACTIONS	COÛTS	PERIODE	PARTENARIAT
Objectif 6 : Assurer la prise en compte des besoins différenciés, des filles, des garçons des femmes et des hommes dans le secteur éducation	Développement d'un système d'information sur la situation des filles et des garçons dans le système éducatif	Informations sur l'éducation et la formation des filles, des garçons, des femmes et hommes disponibles	Existence d'un système d'information sur genre et éducation	Mettre en place une base de données désagrégée par sexe dans le domaine de l'éducation	10.000	2005 - 2006	MFDDSSN Min Education Min alphab. Points focaux DPS OSC spécialisées PTF CL Personnes ressources
			Le genre est intégré dans les curricula à	Nombre de sessions organisées	Nombre et fonction		

		l'élémentaire, au secondaire et au supérieur	des bénéficiaires	Existence de programmes d'enseignement sur le genre dans le système éducatif	Organiser des sessions de formation en genre pour le personnel et les planificateurs de l'éducation au niveau national et régional	72.000 12 sessions	2006 - 2008	MFDSSN Min Education Min alphab. Points focaux PTF CL Consultant (e)s
--	--	--	-------------------	--	--	-----------------------	-------------	---

OBJECTIFS	STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE RESULTAT	ACTIONS	COÛTS	PERIODE	PARTENARIAT
Objectif 7 : Contribuer à la réduction de la mortalité et de la morbidité maternelles	Renforcement du partenariat pour une amélioration de la couverture sanitaire et de la qualité des services obstétricaux	Couverture sanitaire et qualité de services obstétricaux améliorées Accroissement des ressources pour une meilleure prise en charge de la SR	Existence d'une coalition pour la maternité sans risque % des structures de santé qui offrent des services obstétricaux essentiels de qualité (SOUB et SOU) % d'accouchements assistés par du personnel qualifié Taux de mortalité maternelle	Développer un programme de plaidoyer auprès du gouvernement et des partenaires techniques et financiers pour une meilleure prise en charge des besoins en couverture et amélioration des services	170.000 Appui aux partenaires 10 activités par an	2005 - 2015	MFDSSN Points focaux genre Réseaux Collectif des femmes parlementaires Réseau des journalistes
				Soutenir l'intégration du genre dans les curricula des universités et des institutions d'enseignement supérieur	33.000	2006 - 2008	MFDSSN Min Education Min alphab. Points focaux IFAN Universités Consultant (e)s
				Mettre en place une coalition pour une maternité sans risque	170.000	2005 - 2006	MFDSSN Min Santé OSC Points focaux CL PTF Secteur privé Réseau des journalistes Communicateurs

										traditionnels Relais communautaires Artistes
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---

OBJECTIFS	STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE RESULTAT	ACTIONS	COÛTS	PERIODE	PARTENARIAT
	Mobilisation sociale et sensibilisation en direction des adolescent (e) s, des femmes et des hommes sur la maternité sans risque	Baisse sensible du taux de mortalité et de morbidité maternelle	Nombre de campagnes de sensibilisation	Réaliser des enquêtes monographiques ponctuelles sur les comportements et pratiques à risque en SR	170.000	2006, 2010 et 2015	MFDSSN Min. Santé PTF OSC spécialisées Points focaux Consultant (e)s
		Prise de conscience des communautés Eradication de l'excision	Nombre de sessions de formation pour les relais Taux de CPN	Elaborer et mettre en œuvre un programme d'information et de sensibilisation entre pair (e)s (adolescent (e)s, femmes, hommes) sur les risques liés à la SR	170.000 Conceptio n 10 activités par an	2006 - 2015	MFDSSN Min. santé Points focaux OSC spécialisées PTF CL Réseaux
	Renforcement de l'utilisation par les femmes enceintes et allaitantes des méthodes de prévention et	Accès et accessibilité des méthodes de prévention et de traitement du paludisme par les	% de femmes enceintes et allaitantes qui ont accès aux méthodes	Soutenir l'accès des femmes enceintes et allaitantes à la chimioprophylaxie palustre	33.000	2005 - 2015	MFDSSN Min Santé OSC CL
				Plaidoyer auprès des structures sanitaires pour une notification aux autorités judiciaires de tous les cas de violence contre les femmes	170.000	2005 - 2015	MFDSSN Min. santé Points focaux OSC Réseaux

OBJECTIFS	STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE RESULTAT	ACTIONS	COÛTS	PERIODE	PARTENARIAT
de traitement du paludisme	femmes enceintes et allaitantes a augmenté	de prévention et de traitement du paludisme (traitement intermittent)	Taux de couverture de moustiquaires imprégnées dans les zones ciblées	Appuyer la diffusion des moustiquaires imprégnées en milieu rural et urbain	170.000	2005 - 2015	MFDDSSN Min Santé OSC, CL, PTF Secteur privé Réseau des journalistes Communicateurs traditionnels Relais, Artistes
PTF Secteur privé							
Objectif 8: Contribuer à l'accroissement du taux d'utilisation de la PF tant en milieu rural qu'en milieu urbain	Mobilisation sociale des différentes catégories de la société pour une meilleure santé de la femme et de la famille	Autorités politiques, religieuses et communautaires engagées pour l'amélioration de la santé de la femme et de la famille	Nombre de déclarations des différentes catégories de la société, favorables à la santé de la femme et de la famille	Développer un plaidoyer auprès des hommes, des leaders d'opinion et des autorités sanitaire sur la santé de la femme et de la famille	170.000 Appui aux partenaires 10 activités par an	2005 -2015	MFDDSSN Personnes ressources OSC Réseau des journalistes Réseau des Parlementaires Collectif des femmes parlementaires Réseau des Communicateurs traditionnels Relais communautaires Artistes
Renforcement de l'implication des hommes dans la gestion de la SR du couple	Hommes davantage impliqués dans la gestion de la SR du couple	% des hommes qui participent à la gestion de la SR du couple	Organiser des séances d'animation en EVF regroupant les hommes, les jeunes et les femmes	170.000 -----	2005 -2015	MFDDSSN Min Santé Points focaux OSC, CL, PTF	
Renforcement de	Services de contraception	% de la population	Soutenir les programmes de	33.000	2005 -2015	MFDDSSN	

	l'accessibilité du contraceptif en milieu rural et urbain	accrus et accessibles an milieu rural et urbain	rurale et urbaine ayant accès aux services de contraception	Taux de prévalence de la Pf	marketing social des contraceptifs	-----		Min Santé Points focaux OSC, CL, PTF
--	---	---	---	-----------------------------	------------------------------------	-------	--	--

OBJECTIFS	STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE RESULTAT	ACTIONS	COÛTS	PERIODE	PARTENARIAT
Objectif 9 : Contribuer à accroître le niveau d'information et de protection des femmes et des adolescentes contre l'IST/SIDA	Renforcement du niveau d'information des femmes, des adolescent(e)s et des hommes sur les comportements à risques en matière sexuelle	Prise en compte du genre dans les politiques, programmes, projets et budgets du secteur santé	Mesures adoptées pour soutenir l'intégration du genre dans le secteur	Intensifier les programmes d'IEC/Genre et IST et le SIDA	170.000 Conceptio n 10 activités par an	2005 - 2015	MFDSSN Min. Santé OSC, PTF CL Points focaux Réseaux

			Existence d'un système d'information sur genre, santé et SR				
--	--	--	---	--	--	--	--

OBJECTIFS	STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE RESULTAT	ACTIONS	COÛTS	PERIODE	PARTENARIAT
Objectif 10 Assurer la prise en compte des besoins différenciés de santé et de SR des femmes, des adolescent(e)s et des hommes dans le secteur santé	Information/Sensibilisation des décideurs et de l'ensemble des acteurs du secteur de la santé sur les questions de genre.	Intégration effective de l'approche genre dans la conception la planification, la budgétisation des interventions en santé et SR	Mesures adoptées pour soutenir l'intégration du genre dans le secteur % des interventions intégrant le genre dans le secteur santé % du budget général pour la santé et la SR	Elaborer et mettre en œuvre un programme de plaidoyer et de sensibilisation des acteurs du secteur santé aux questions de genre et à ses manifestations sur la santé et la SR des femmes et des hommes e des adolescent(e)s	170.000 -----	2005 - 2015	MFDDSSN Personnes ressources OSC Réseau des journalistes Réseau des Parlementaires Collectif des femmes parlementaires Réseau des Communicateurs traditionnels Relais Artistes
	Renforcement des capacités en genre du personnel de santé et des planificateurs du secteur	Capacité en genre du personnel de santé et des planificateurs du secteur a augmenté	% des agents et planificateurs du secteur formés à l'approche genre	Elaborer un module Genre et SR	170.000	2005 - 2006	MFDDSSN Min Santé Points focaux IFAN, Universités Consultant (e)

	Informations sur la situation sanitaire des femmes, adolescent(e)s et hommes disponible	% des structures de santé qui offrent des prestations de services SR en direction des hommes	Existence d'un système d'information sur genre, santé et SR	Organiser des sessions de formation en genre pour les techniciens et les planificateurs du secteur santé	110.000 12 sessions	2005 - 2015	MFDSSN Min Santé Points focaux IFAN, Universités PTF, CL OSC spécialisées Consultant (e)s
				Mener des recherches sur les besoins spécifiques en SR, les comportements et pratiques socioculturelles influençant la santé des femmes !!	72.000 12 études	2005 - 2015	MFDSSN Min Santé Points focaux IFAN, Universités
				Mettre en place une base de données désagrégée par sexe dans le secteur santé	10.000	2005 - 2006	MFDSSN Min Santé Points focaux DPS

COÛT ESTIMATIF DE L'AXE = quatre milliards huit cent quinze million FCFA, 4.815 millions sur 10 ans

ANNEXES 3 PARTICIPANTS AUX TRAVAUX DE LA COMMISSION